

**No. 38365**

---

**France  
and  
Germany**

**Agreement on cinematography between the Government of the French Republic and the Government of the Federal Republic of Germany (with annexes). Cannes, 17 May 2001**

**Entry into force:** *23 November 2001 by notification, in accordance with article 15*

**Authentic texts:** *French and German*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 25 April 2002*

---

**France  
et  
Allemagne**

**Accord cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (avec annexes). Cannes, 17 mai 2001**

**Entrée en vigueur :** *23 novembre 2001 par notification, conformément à l'article 15*

**Textes authentiques :** *français et allemand*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 25 avril 2002*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD CINÉMATOGRAPHIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUB-  
LIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

*Préambule*

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne,

Considérant leur volonté commune de renouveler et de renforcer les relations cinématographiques entre la France et l'Allemagne,

Considérant la nécessité de s'adapter à leurs nouvelles réglementations respectives,

Considérant la nécessité de prendre en compte la réalité des marchés,

Sont convenus de ce qui suit :

I. COPRODUCTION

*Article premier*

1. Aux fins du présent accord, le terme " oeuvre cinématographique " désigne les oeuvres cinématographiques de toutes durées et sur tous supports quel qu'en soit le genre (fiction, animation, documentaires) conformes aux dispositions relatives à l'industrie cinématographique existant dans chacun des deux Etats et dont la diffusion première a lieu dans les salles de spectacle cinématographique.

2. Les films réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent accord sont considérés comme films nationaux, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Les oeuvres cinématographiques de coproduction admises au bénéfice du présent accord bénéficient, de plein droit, dans chaque Etat, des avantages qui résultent des dispositions relatives à l'industrie cinématographique qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées par chaque Etat.

L'autorité compétente de chacune des Parties communique à l'autorité compétente de l'autre Partie la liste des textes relatifs à ces avantages.

Dans la mesure où les textes relatifs à ces avantages viennent à être modifiés, de quelque manière que ce soit par l'un ou l'autre des Etats, l'autorité compétente de l'Etat concerné s'engage à communiquer la teneur de ces modifications à l'autorité compétente de l'autre Etat.

3. Ces avantages sont acquis seulement au producteur de l'Etat qui les accorde.

4. Pour être admises au bénéfice du présent Accord, les oeuvres cinématographiques de coproduction doivent avoir reçu, au plus tard quatre mois après la sortie en salles du film

en France et/ou en République fédérale d'Allemagne, l'approbation des autorités compétentes des deux Etats.

Les demandes d'admission doivent respecter les procédures prévues à cet effet par chacun des Etats et être conformes aux conditions minimales fixées en Annexe I.

Les autorités compétentes des deux Etats se communiquent toutes informations relatives à l'octroi, au rejet, à la modification ou au retrait des demandes d'admission au bénéfice du présent Accord.

Avant de rejeter une demande, les autorités compétentes des deux Etats doivent se consulter.

Lorsque les Autorités compétentes des deux Etats ont admis l'oeuvre cinématographique au bénéfice de la coproduction, cette admission ne peut être ultérieurement annulée sauf accord entre ces mêmes Autorités.

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux Etats ne lie aucune d'entre elles quant à l'octroi du visa d'exploitation.

Les autorités compétentes sont :

En France : le Centre National de la Cinématographie (CNC) ;

En République fédérale d'Allemagne : das Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA) et le Filmförderungsanstalt (FFA).

#### *Article 2*

1. Pour être admises au bénéfice du présent Accord, les oeuvres cinématographiques doivent être réalisées par des entreprises de production ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue par l'autorité compétente de l'Etat dont elles relèvent.

2. Les entreprises de production, pour être éligibles au bénéfice du présent Accord doivent, en outre, satisfaire aux conditions imposées par les réglementations allemandes ou françaises selon l'Etat dont elles relèvent.

3. Les collaborateurs artistiques et techniques doivent avoir soit la nationalité française, soit la nationalité allemande ou être ressortissant d'un autre pays membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie au traité de l'espace économique européen.

Des exceptions pour les collaborateurs des autres Etats peuvent être accordées par le CNC et le FFA d'un commun accord.

4. Les prises de vues doivent être effectuées, de préférence, dans des studios établis sur le territoire de l'un ou l'autre des deux Etats, parties au présent Accord.

Les prises de vues réalisées en décors naturels sur le territoire d'un Etat non membre de la Communauté européenne qui ne participe pas à la coproduction peuvent être autorisées si le scénario ou l'action de l'oeuvre cinématographique l'exige.

*Article 3*

La proportion des apports respectifs du ou des producteurs de chaque Etat dans une oeuvre cinématographique de coproduction peut varier de 20 % (vingt pour cent) à 80 % (quatre-vingt pour cent) du coût définitif de l'oeuvre cinématographique.

Les parties aux présentes souhaitent que ladite proportion puisse varier, à brève échéance, de 10 % (dix pour cent) à 90 % (quatre-vingt-dix pour cent) du coût définitif de l'oeuvre cinématographique, étant entendu que cela n'est pas, pour le moment, compatible avec la législation allemande actuelle.

La partie allemande s'engage, par la présente, à faire diligence afin que cet obstacle juridique puisse être levé dans les meilleurs délais.

*Article 4*

Chaque coproducteur est codétenteur des éléments corporels et incorporels de l'oeuvre cinématographique.

Le matériel est déposé, aux noms conjoints des coproducteurs dans un laboratoire choisi d'un commun accord.

*Article 5*

Les autorités compétentes des deux Etats examinent tous les deux ans si l'équilibre des contributions respectives a été assuré et, à défaut, arrêtent les mesures nécessaires.

Un équilibre général doit être réalisé tant en ce qui concerne les contributions artistiques et techniques que les contributions financières : cet équilibre est apprécié par la Commission mixte prévue à l'article 13.

Pour la mise en oeuvre de ce bilan, chaque autorité -- lors de la procédure d'admission d'une oeuvre cinématographique au bénéfice du présent Accord -- établit un récapitulatif de l'ensemble des aides et financements dont a bénéficié le film (cf. annexes 2 et 3).

L'analyse de l'équilibre général se fait notamment :

- par le décompte des aides et financements à la production et à la distribution confirmés sur les coproductions de l'année de référence, étant convenu que l'appréciation de ce décompte se fait au regard du montant global des budgets desdites coproductions ;

- par la prise en compte, au-delà du nombre des films coproduits par les deux Etats, des films préachetés par les distributeurs et les diffuseurs des deux Etats au bénéfice des producteurs de ces films au cours de l'année de référence et du montant de ces préachats.

Dans l'hypothèse où un déséquilibre apparaît, la Commission mixte examine les moyens de restaurer l'équilibre et prend toutes les mesures qu'elle estime nécessaires à cet effet.

*Article 6*

Les génériques, bandes annonces et matériel publicitaire doivent mentionner la coproduction entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

*Article 7*

La répartition des recettes est déterminée librement par les coproducteurs, en principe proportionnellement à leurs apports respectifs.

*Article 8*

Les autorités compétentes des deux Etats acceptent que les oeuvres cinématographiques admises au bénéfice du présent Accord puissent être coproduites avec un ou plusieurs producteurs relevant d'Etats avec lesquels la France ou la République fédérale d'Allemagne sont liées par des accords de coproduction cinématographique.

Les conditions d'admission de telles oeuvres cinématographiques doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas.

II. COOPÉRATION CINÉMATOGRAPHIQUE ET FORMATION

*Article 9*

Les autorités compétentes des deux Etats accordent une attention particulière à la formation initiale et continue aux métiers du cinéma. Elles se concertent afin d'étudier ensemble les mesures à prendre pour faciliter la formation initiale et continue des professionnels.

*Article 10*

Les autorités compétentes des deux Etats examinent les moyens propres à favoriser la distribution et la promotion réciproques des oeuvres cinématographiques de chacun des deux Etats.

*Article 11*

Les autorités compétentes des deux Etats s'emploient à promouvoir les festivals respectivement consacrés au cinéma allemand en France et au cinéma français en République fédérale d'Allemagne.

*Article 12*

Les autorités compétentes des deux Etats s'emploient à développer la coopération entre les cinémathèques et les organismes de conservation d'archives cinématographiques des deux Etats.

### III. COMMISSION MIXTE

#### *Article 13*

1. Pour suivre et faciliter l'application du présent accord et en suggérer le cas échéant des modifications, il est institué une Commission mixte composée de représentants des Autorités compétentes et de professionnels des deux Etats.

2. Pendant la durée du présent accord, cette Commission se réunit annuellement alternativement en France et en République fédérale d'Allemagne.

Elle peut également être convoquée à la demande de l'une des autorités compétentes, notamment en cas de modification soit de la législation soit de la réglementation applicable à l'industrie cinématographique ou dans le cas où le fonctionnement de l'accord rencontrerait dans son application des difficultés d'une particulière gravité, notamment en cas de déséquilibre des échanges.

Dans cette dernière hypothèse, si la Commission mixte ne s'est pas réunie dans les plus brefs délais en vue d'examiner les moyens de restaurer l'équilibre, les autorités compétentes n'admettent au bénéfice de la coproduction les films remplissant aux conditions du présent accord que dans de strictes conditions de réciprocité -- un film pour un film.

### DISPOSITIONS FINALES

#### *Article 14*

Le présent Accord annule et remplace les accords antérieurement en vigueur à la date de la signature, i.e. :

- l'accord cinématographique franco-allemand du 5 décembre 1974 ;
- l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique du 5 février 1981.

#### *Article 15*

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des conditions requises sur le plan national en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le jour de réception de la seconde notification.

Il est conelu pour une durée de deux ans.

Il est renouvelable tacitement par périodes de deux ans.

Il peut être dénoncé à tout moment par l'une des Parties par notification écrite transmise par voie diplomatique, moyennant un préavis de trois mois.

Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des parties liés au projet engagé dans le cadre du présent Accord, sauf décision contraire des parties. Fait à

Cannes, le 17 mai 2001 en double exemplaire en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

CATHERINE TASCA  
Ministre de la culture et de la communication

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

HELMUT ELFENKAMPER  
Ministre plénipotentiaire  
JULIAN NIDA-RUMELIN  
Ministre adjoint auprès du Chancelier fédéral,  
Délégué du Gouvernement fédéral  
pour les questions de la Culture et des Médias

ANNEXE I

PROCÉDURES D'APPLICATION

Les producteurs de chacun des Etats doivent, pour être admis au bénéfice de l'Accord joindre à leur demande d'admission, avant le début des prises de vues, à l'autorité compétente, un dossier comportant :

- un document concernant l'acquisition des droits d'auteur pour l'exploitation de l'oeuvre cinématographique ;
- un synopsis donnant des informations précises sur la nature du sujet de l'oeuvre cinématographique ;
- la liste des éléments techniques et artistiques ;
- le plan de travail complété par l'indication du nombre de semaines de prises de vues (studios et extérieurs) et des lieux de prises de vues ;
- un devis et un plan de financement détaillé ;
- le contrat de coproduction.

L'autorité compétente de l'Etat à participation minoritaire ne donne son approbation qu'après avoir reçu l'avis de l'autorité compétente de l'Etat à participation majoritaire.



ANNEXE 2

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AIDES ET FINANCEMENTS EN FRANCE

TITRE DE L'OEUVRE	BUDGET PART FRANÇAISE
Aides	
<u>Soutien financier automatique investi :</u>	
- à la production ;	
- à la distribution.	
<u>Soutien financier sélectif à la production :</u>	
- avances sur recettes ;	
- aide directe.	
<u>Aides régionales à la production</u>	
<u>Soutien financier sélectif à la distribution</u>	
<u>Financements</u>	
<u>Investissement par les services de télévision diffusés en clair par voie terrestre :</u>	
- en coproduction ;	
- en préachat.	
<u>Investissement par les sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA).</u>	
<u>Préachat par les services de télévision payante.</u>	
<u>A valoir minimum garanti salles.</u>	
<u>A valoir minimum garanti vidéo.</u>	
<u>A valoir minimum garanti étranger.</u>	

ANNEXE 3

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AIDES ET FINANCEMENTS EN RÉPUBLIQUE  
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

TITRE DE L'OEUVRE

BUDGET PART ALLEMANDE

Aides

Soutien financier à la production :

- Soutien financier automatique (FFA) ;
- Soutien financier sélectif (FFA) ;
- Aides régionales (voir annexe le cas échéant).

Soutien financier à la distribution :

- Soutien financier automatique (FFA) ;
- Soutien financier sélectif (FFA) ;
- Aides régionales.

Financements

Investissements par les diffuseurs :

- en coproduction ;
- en préachat.

Minimum garanti salles.

Minimum garanti étranger.

ANNEXE 4

LISTE DES ÉTATS AVEC LESQUELS LA FRANCE A CONCLU DES ACCORDS DE  
COPRODUCTION

Allemagne  
Argentine  
Australie  
Autriche  
Belgique  
Brésil  
Bulgarie  
Burkina Faso  
Cameroun  
Canada  
Chili  
Colombie  
Côte d'Ivoire  
Danemark  
Égypte  
Finlande  
Géorgie  
Grande-Bretagne  
Grèce  
Guinée  
Hongrie  
Inde  
Israël  
Italie  
Islande  
Liban  
Maroc  
Mexique  
Nouvelle-Zélande  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal

Roumanie

Suède

Sénégal

Suisse

Tchécoslovaquie

Tunisie

Turquie

U.R.S.S..

Venezuela

Yougoslavie

NB. La Partie française s'engage à informer la Partie allemande des nouveaux accords qu'elle serait amenée à conclure.

ANNEXE 5

LISTE DES ÉTATS AVEC LESQUELS LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLE-  
MAGNE A CONCLU DES ACCORDS DE COPRODUCTION

Australie  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Brésil  
France  
Grande-Bretagne  
Israël  
Italie  
Canada  
Croatie  
Macédoine  
Autriche  
Pologne  
Portugal  
Suède  
Suisse  
Slovénie  
Espagne

La Partie allemande s'engage à informer la Partie française des nouveaux accords qu'elle serait amenée à conclure.

[ GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND ]

**Filmabkommen**

**zwischen**

**der Regierung der Französischen Republik**

**und**

**der Regierung der Bundesrepublik Deutschland**

Die Regierung der Französischen Republik  
und  
die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

in Anbetracht ihres gemeinsamen Willens, die Filmbeziehungen zwischen Frankreich und Deutschland zu erneuern und zu verstärken,

in Anbetracht der Notwendigkeit, sich ihren jeweiligen neuen Vorschriften anzupassen,

in Anbetracht der Notwendigkeit, der Realität der Märkte Rechnung zu tragen,

sind wie folgt übereingekommen:

I. Koproduktion

Artikel I

(1) Im Rahmen dieses Abkommens bezeichnet der Begriff „Film“ unabhängig von Länge, Träger und Filmgattung (Spiel-, Animations-, Dokumentarfilm) alle Filme, die den für die Filmwirtschaft in beiden Staaten geltenden Bestimmungen entsprechen und deren Erstaufführung in Filmtheatern stattfindet.

(2) Die in Koproduktion hergestellten Filme, die nach diesem Abkommen zu fördern sind, werden nach dem in jedem der beiden Staaten geltenden Recht als nationale Filme angesehen.

Die in Koproduktion hergestellten Filme, die nach diesem Abkommen zu fördern sind, kommen in jedem Staat von Rechts wegen in den Genuss der Vergünstigungen, die sich aus den Bestimmungen für die Filmwirtschaft ergeben, die in jedem Staat gültig sind oder die von jedem Staat etwa noch erlassen werden.

Die zuständige Behörde jeder Vertragspartei übermittelt der zuständigen Behörde der anderen Vertragspartei die Liste der Rechtsvorschriften über diese Vergünstigungen.

Wenn die Rechtsvorschriften in Bezug auf diese Vergünstigungen in irgendeiner Weise von dem einen oder dem anderen der Staaten geändert werden, verpflichtet sich die zuständige Behörde des betreffenden Staates, der zuständigen Behörde des anderen Staates den Inhalt dieser Änderungen mitzuteilen.

(3) Diese Vergünstigungen stehen nur dem Produzenten des Staates zu, der sie gewährt.

(4) Um im Rahmen dieses Abkommens gefördert werden zu können, müssen die in Koproduktion hergestellten Filme spätestens vier Monate, nachdem sie in Frankreich und/oder in der Bundesrepublik Deutschland in die Filmtheater gelangt sind, von den zuständigen Behörden der beiden Staaten genehmigt worden sein.

Bei den Förderungsanträgen müssen die hierzu von jedem der Staaten vorgesehenen Verfahren beachtet werden, und sie müssen den in Anhang I festgelegten Mindestbedingungen entsprechen.

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten informieren sich gegenseitig über die Gewährung, Ablehnung, Änderung oder Zurücknahme der im Rahmen dieses Abkommens gestellten Förderungsanträge.

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten müssen sich konsultieren, bevor sie einen Antrag ablehnen.

Wenn die zuständigen Behörden der beiden Staaten den Film als förderungswürdige Koproduktion zugelassen haben, kann diese Zulassung später nicht zurückgenommen werden, es sei denn, dass diese Behörden dies einvernehmlich beschließen.

Die Genehmigung eines Koproduktionsvorhabens durch die zuständigen Behörden der beiden Staaten bindet keine von ihnen hinsichtlich der Gewährung der Verwertungsge-  
nehmigung.



Die zuständigen Behörden sind:

in Frankreich: das Centre National de la Cinématographie (CNC);

in der Bundesrepublik Deutschland: das Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA) und die Filmförderungsanstalt (FFA).

## Artikel 2

(1) Um im Rahmen dieses Abkommens gefördert werden zu können, müssen die Filme von Produktionsgesellschaften hergestellt worden sein, die technisch und finanziell gut organisiert sind und über professionelle Erfahrungen verfügen, die von der zuständigen Behörde des Staates, dem sie unterliegen, anerkannt sind.

(2) Um die Vergünstigungen dieses Abkommens in Anspruch nehmen zu können, müssen die Produktionsgesellschaften den Anforderungen der jeweiligen nationalen Bestimmungen entsprechen.

(3) Die künstlerischen und technischen Mitarbeiter müssen entweder die französische oder die deutsche Staatsangehörigkeit besitzen oder Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum sein.

Ausnahmen für die Mitarbeiter aus anderen Staaten können vom CNC und der FFA einvernehmlich zugelassen werden.

(4) Die Dreharbeiten sollen vorzugsweise in Ateliers durchgeführt werden, die sich im Hoheitsgebiet des einen oder anderen der beiden Staaten befinden, die Vertragsparteien dieses Abkommens sind.

(5) Außenaufnahmen im Hoheitsgebiet eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Gemeinschaft ist und der an der Koproduktion nicht beteiligt ist, können gestattet werden, wenn das Drehbuch oder die Handlung des Films dies erforderlich machen.

### Artikel 3

Der Anteil der jeweiligen Beiträge des oder der Produzenten jedes Staates zu einem in Koproduktion hergestellten Film kann zwischen 20 % (zwanzig Prozent) und 80 % (achtzig Prozent) der endgültigen Kosten des Films variieren.

Die Vertragsparteien wünschen, dass der besagte Prozentsatz möglichst bald zwischen 10 % (zehn Prozent) und 90 % (neunzig Prozent) der endgültigen Kosten des Films variieren kann, wobei Einvernehmen darüber besteht, dass dies zur Zeit nicht mit der derzeitigen deutschen Gesetzgebung vereinbar ist.

Die deutsche Vertragspartei wird sich dafür einsetzen, dass dieses juristische Hindernis so bald wie möglich beseitigt wird.

### Artikel 4

Jeder Koproduzent ist Mitinhaber der materiellen und immateriellen Elemente des Films.

Das Material wird im gemeinsamen Namen der Koproduzenten in einem gemeinsam ausgewählten Laboratorium hinterlegt.

### Artikel 5

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten prüfen alle zwei Jahre, ob die jeweiligen Beiträge ausgewogen sind; ist dies nicht der Fall, ergreifen sie die erforderlichen Maßnahmen.

Sowohl hinsichtlich der künstlerischen und technischen als auch der finanziellen Beiträge soll generell ein Gleichgewicht erzielt werden; dieses Gleichgewicht wird von der in Artikel 13 vorgesehenen Gemischten Kommission beurteilt.

Für die Durchführung dieser Bewertung erstellt jede Behörde anlässlich des Zulassungsverfahrens für einen nach diesem Abkommen zu fördernden Film eine Aufstellung

sämtlicher Förderungen und weiterer Finanzierungsbestandteile (siehe Anhänge 2 und 3).

Die Analyse des generellen Gleichgewichts erfolgt insbesondere

- durch einen Abgleich der Förderungen und Finanzierungsbestandteile für Produktion und Verleih, die für die Koproduktionen des Bezugsjahres gewährt wurden, wobei Einvernehmen darüber besteht, dass die Bewertung dieses Abgleichs im Hinblick auf den Gesamtbetrag der Budgets der betreffenden Koproduktionen erfolgt;
- über die Anzahl der von den beiden Staaten gemeinsam produzierten Filme hinaus durch die Einbeziehung der von den Verleihern und Sendeanstalten der beiden Staaten zum Vorteil der Hersteller dieser Filme im Verlauf des Bezugsjahres vorab gekauften Filme und des Betrags dieser Vorabkäufe.

Sollte sich ein Ungleichgewicht ergeben, prüft die Gemischte Kommission, wie das Gleichgewicht wieder hergestellt werden kann, und ergreift alle Maßnahmen, die sie hierzu für erforderlich hält.

#### Artikel 6

Vorspann, Trailer und Werbematerial müssen die Koproduktion zwischen Frankreich und der Bundesrepublik Deutschland erwähnen.

#### Artikel 7

Die Koproduzenten haben bezüglich der Aufteilung der Einnahmen freie Hand; im Prinzip erfolgt sie proportional zu den jeweiligen Beiträgen.

#### Artikel 8

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten akzeptieren, dass die nach diesem Abkommen zu fördernden Filme mit einem oder mehreren Produzenten gemeinsam produziert werden können, die aus Staaten kommen, mit denen Frankreich oder die Bundesrepublik Deutschland Filmkoproduktions-Abkommen geschlossen hat.

Die Bedingungen für die Berücksichtigung dieser Filme im Rahmen dieses Abkommens müssen fallweise geprüft werden.

### II. Filmkooperation und Ausbildung

#### Artikel 9

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten richten ihre besondere Aufmerksamkeit auf die Aus- und Fortbildung in den Filmberufen. Sie sprechen sich ab, um gemeinsame Maßnahmen zu erarbeiten, die die Aus- und Fortbildung von Fachkräften erleichtern.

#### Artikel 10

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten prüfen, mit welchen Mitteln Verleih und Promotion der nationalen Filme der beiden Staaten gegenseitig unterstützt werden können.

#### Artikel 11

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten setzen sich für die Förderung von Festivals zugunsten des französischen Films in der Bundesrepublik Deutschland und des deutschen Films in Frankreich ein.

Artikel 12

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten bemühen sich, die Zusammenarbeit zwischen den Kinematheken und Filmarchiven beider Staaten zu fördern.

III. Gemischte Kommission

Artikel 13

(1) Um die Anwendung dieses Abkommens zu beobachten und zu erleichtern und gegebenenfalls Änderungen vorzuschlagen, wird eine aus Vertretern der zuständigen Behörden und Fachleuten der beiden Staaten bestehende Gemischte Kommission eingesetzt.

(2) Während der Gültigkeitsdauer dieses Abkommens tritt diese Kommission jährlich abwechselnd in Frankreich und in der Bundesrepublik Deutschland zusammen.

Sie kann auch auf Wunsch einer der beiden zuständigen Behörden einberufen werden, und zwar insbesondere im Fall einer Änderung der Gesetzgebung oder der für die Filmwirtschaft geltenden Vorschriften oder wenn bei der Anwendung des Abkommens besonders gravierende Schwierigkeiten auftreten, insbesondere durch unausgewogene Beiträge.

Wenn im letzteren Fall die Gemischte Kommission nicht in kürzester Zeit zusammentritt, um Mittel und Wege zur Wiederherstellung des Gleichgewichts zu prüfen, fördern die zuständigen Behörden im Rahmen der Koproduktion die Filme, die die Bedingungen dieses Abkommens erfüllen, nur noch strikt auf der Grundlage der Gegenseitigkeit Film gegen Film.

#### IV. Schlussbestimmungen

##### Artikel 14

Dieses Abkommen setzt die zuvor gültigen Abkommen, nämlich

- das französisch-deutsche Abkommen vom 5. Dezember 1974 über Filmbeziehungen
- das Abkommen vom 5. Februar 1981 zwischen der Regierung der Französischen Republik und Regierung der Bundesrepublik Deutschland über die Förderung von Filmvorhaben in Gemeinschaftsproduktion,

außer Kraft.

##### Artikel 15

Jede Vertragspartei notifiziert der anderen den Abschluss der innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten dieses Abkommens auf ihrer Seite; das Abkommen tritt am Tag des Eingangs der zweiten Notifikation in Kraft.

Dieses Abkommen wird für eine Dauer von zwei Jahren geschlossen.

Es verlängert sich stillschweigend um jeweils zwei Jahre.

Unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten kann das Abkommen jederzeit von jeder Vertragspartei durch schriftliche Notifikation auf diplomatischem Wege gekündigt werden.

Sofern die Vertragsparteien nichts anderes beschließen, stellt diese Kündigung die Rechte und Pflichten der Vertragsparteien im Zusammenhang mit einem im Rahmen dieses Abkommens begonnenen Vorhaben nicht in Frage.

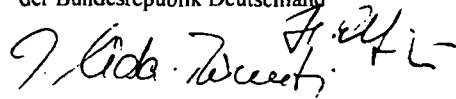
Geschehen zu Cannes am 17. Mai 2001

in zwei Urschriften, jede in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung  
der Französischen Republik



Für die Regierung  
der Bundesrepublik Deutschland



## **ANHANG 1 - ANWENDUNGSVERFAHREN**

Um die Vergünstigungen dieses Abkommens Anspruch nehmen zu können, müssen die Produzenten jedes Staates vor Beginn der Dreharbeiten ihrem Förderungsantrag an die zuständige Behörde ein Dossier mit folgenden Dokumenten beifügen:

- Dokument über den Erwerb der Urheberrechte für die Auswertung des Films
- Synopse mit genauen Informationen über die Art des Filmthemas
- Aufstellung der technischen und künstlerischen Elemente
- Arbeitsplan mit Angabe der für die Dreharbeiten benötigten Wochen (Studio- und Außenaufnahmen) und der Drehorte
- Kostenvoranschlag und ausführlicher Finanzierungsplan
- Koproduktionsvertrag

Die zuständige Behörde des Staates mit der Minoritätsbeteiligung erteilt ihre Genehmigung erst nach Eingang der Stellungnahme der zuständigen Behörden des Staates mit der Majoritätsbeteiligung.



**ANHANG 2 - ÜBERSICHT DER FÖRDERUNGEN UND WEITERER FINANZIERUNGSBESTANDTEILE IN FRANKREICH**

**TITEL DES FILMS**

**FRANZÖSISCHER KOPRODUKTIONS-  
ANTEIL**

**Hilfen**

Automatische finanzielle Hilfe

zur Produktion  
zum Vertrieb

Gezielte finanzielle Hilfe zur Produktion

- Vorschuss zu den Einnahmen
- direkte Hilfe

Regionale Hilfen zur Produktion

Gezielte finanzielle Hilfe zum Vertrieb

**Finanzierungen**

Investitionen durch die unverschlüsselt auf terrestrischem Wege ausgestrahlten Fernsehdienste

- in Koproduktion
- im Vorabkauf

Investitionen durch die Gesellschaften zur Finanzierung der Film- und audiovisuellen Industrie (SOFICA)

Vorabkauf durch die Dienste des Pay-TV

Garantierte Mindestausstände Kinosäle

Garantierte Mindestausstände Video

Garantierte Mindestausstände Ausland

**ANHANG 3 - ÜBERSICHT DER FÖRDERUNGEN UND WEITERER FINANZIERUNGSBESTANDTEILE IN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND**

**TITEL DES FILMS**

**DEUTSCHER KOPRODUKTIONS-  
ANTEIL**

**Förderungshilfen**

Produktionsförderung

- Referenzförderung (FFA)
- Projektfilmförderung (FFA)
- Länderförderung (ggf. s. Anlage)

Verleihförderung

- Referenzförderung (FFA)
- Projektverleihförderung (FFA)
- Länderförderung (ggf. s. Anlage)

**Weitere Finanzierungsbestandteile**

Beteiligung Fernsehsender

- Koproduktionsanteil
- Lizenzanteil

Verleihgarantie

Vertriebsgarantie

**ANHANG 4 - LISTE DER STAATEN, MIT DENEN FRANKREICH KOPRODUKTIONSABKOMMEN GESCHLOSSEN HAT**

Deutschland	Indien
Argentinien	Israel
Australien	Italien
Österreich	Island
Belgien	Libanon
Brasilien	Marokko
Bulgarien	Mexiko
Burkina Faso	Neuseeland
Kamerun	Niederlande
Kanada	Polen
Chile	Portugal
Kolumbien	Rumänien
Côte d'Ivoire	Schweden
Dänemark	Senegal
Ägypten	Schweiz
Spanien	Tschechoslowakei
Finnland	Tunesien
Georgien	Türkei
Großbritannien	UdSSR
Griechenland	Venezuela
Guinea	Jugoslawien
Ungarn	

NB: Die französische Vertragspartei verpflichtet sich, die deutsche Vertragspartei über den Abschluss etwaiger weiterer Abkommen zu informieren.

**ANHANG 5 - LISTE DER STAATEN, MIT DENEN DIE BUNDESREPUBLIK  
DEUTSCHLAND KOPRODUKTIONSABKOMMEN GESCHLOSSEN HAT**

Australien  
Belgien  
Bosnien und Herzegowina  
Brasilien  
Frankreich  
Großbritannien  
Israel  
Italien  
Kanada  
Kroatien  
Mazedonien  
Österreich  
Polen  
Portugal  
Schweden  
Schweiz  
Slowenien  
Spanien

N. B. Die deutsche Vertragspartei verpflichtet sich, die französische Vertragspartei über den Abschluss etwaiger weiterer Abkommen zu informieren.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT ON CINEMATOGRAPHY BETWEEN THE GOVERNMENT  
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FED-  
ERAL REPUBLIC OF GERMANY

The Government of the French Republic and the Government of the Federal Republic of Germany,

Considering their common resolve to renew and strengthen relations between France and Germany in respect of films,

Considering the need to adapt to their respective new regulations,

Considering the need to take into account the realities of the market,

Have agreed as follows:

1. CO-PRODUCTION

*Article 1*

1. For the purposes of this Agreement, the term "film" means any film, irrespective of length, image media or genre (fiction, animation, documentary), which meets the provisions applicable to the film industry in each of the two States and the first-run exhibition of which takes place in cinemas.

2. Co-production films covered by this Agreement shall be treated as national films in accordance with the laws in force in each of the two countries.

Co-production films covered by this Agreement shall by right be entitled in each State to enjoy the privileges deriving from the provisions relating to the film industry that are currently in force or that may be adopted in each State.

The competent authority of each Party shall transmit to the competent authority of the other Party the list of the legal provisions relating to the said privileges.

If the said legal provisions are amended in any way whatsoever, by either State, the competent authority of the State concerned shall communicate to the competent authority of the other State the terms of such amendments.

3. Only the producer belonging to the State that accords the said privileges shall be entitled to enjoy them.

4. In order to enjoy the privileges accorded under this Agreement, a co-produced film must have received, no later than four months after its release in cinemas in France and/or the Federal Republic of Germany, the approval of the competent authorities of the two States.

Applications for the enjoyment of the privileges shall be submitted in accordance with the relevant procedures established by each of the two States and shall meet the minimum requirements provided for in annex 1.

The competent authorities of the two States shall provide each other with full information relating to the granting, denial, amendment or cancellation of applications of the privileges accorded under this Agreement.

The competent authorities of the two States shall consult each other before denying an application.

Once the competent authorities of the two States have approved the co-production of a given film, such approval may not subsequently be withdrawn unless the said competent authorities agree otherwise.

The approval of a co-production project by the competent authorities of the two States shall not bind either State to issue a distribution number.

The competent authorities shall be:

- In France, the Centre National de la Cinématographie (CNC);
- In the Federal Republic of Germany, the Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA) and the Filmförderungsanstalt (FFA).

#### *Article 2*

1. In order to enjoy the privileges provided for in this Agreement, the production enterprises making the films must have a good technical and financial organization and professional experience recognized by the competent authority of the State to which they are linked.

2. Moreover, in order to be eligible for the privileges provided for in this Agreement, the production enterprises must meet the prerequisites stipulated in the German or French regulations, depending on the State to which they are linked.

3. The artistic and technical personnel shall be nationals of either France or the Federal Republic of Germany or of another State member of the European Union or of a State party to the Agreement on the European Economic Area.

Exceptions for personnel from other States may be granted by agreement between CNC and FFA.

4. Scenes shall be shot preferably in studios located in the territory of one or other of the two States Parties to this Agreement.

5. The shooting of scenes on location in the territory of a State which is not a member of the European Community and is not participating in the co-production may be authorized if the scenario or the plot of the film so requires.

#### *Article 3*

The contribution of the producer or producers of each State to a co-production film may vary, between 20 (twenty) and 80 (eighty) per cent of the final cost of the film.

The Parties to this Agreement hope that the said proportion may soon be allowed to vary between 10 (ten) and 90 (ninety) per cent of the final cost of the film, it being understood that that range is not at present compatible with the German legislation in force.

The German Party to this Agreement hereby undertakes to take steps to ensure that that legal obstacle is removed as soon as possible.

*Article 4*

Each co-producer shall be co-owner of the tangible and intangible elements of the film.

The material shall be deposited in the joint name of the co-producers in a laboratory selected by agreement between them.

*Article 5*

Every two years the competent authorities of the two States shall consider whether the balance between the respective contributions has been maintained and, if not, they shall take the necessary measures.

An overall balance shall be maintained with regard to both the artistic and technical and the financial contributions. This balance shall be assessed by the Mixed Commission provided for in article 13 of this Agreement.

With a view to the establishment of that balance, each authority shall -- as part of the procedure for the granting to a film of privileges under this Agreement -- draw up a list of all the assistance and financing which the film has received (see annexes 2 and 3).

The overall balance shall be analysed, inter alia, by:

- The preparation of a breakdown of the assistance and financing provided for the production and distribution of co-productions in the year in question, it being understood that the breakdown will be evaluated in the light of the total budgets of the said co-productions;

- The taking into account, over and above the number of films co-produced by the two States, of the films on which distributors and broadcasters of the two States purchased priority rights to the benefit of the producers of the films in the year in question, and the amount paid for those rights.

If an imbalance should be perceived, the Mixed Commission shall consider ways to re-establish the balance and shall take all measures that it deems necessary to that end.

*Article 6*

The credits, trailers and advertising material shall indicate that the film is a co-production of France and the Federal Republic of Germany.

*Article 7*

The co-producers shall freely determine how receipts are to be divided. In principle, they shall be divided in proportion to their respective contributions.

*Article 8*

The competent authorities of the two States shall approve the co-production of films under this Agreement with one or more producers from States with which France or the Federal Republic of Germany has film co-production agreements.

The conditions for the approval of such films shall be considered on a case-by-case basis.

II. COOPERATION IN CINEMATOGRAPHY AND TRAINING

*Article 9*

The competent authorities of the two States shall pay special attention to basic and continuing training in film industry occupations. They shall consult each other with a view to considering jointly what measures should be taken to provide basic and continuing training for film professionals.

*Article 10*

The competent authorities of the two States shall consider ways of encouraging the distribution and promotion of the films of each State.

*Article 11*

The competent authorities of the two States shall endeavour to promote German film festivals in France and French film festivals in the Federal Republic of Germany.

*Article 12*

The competent authorities of the two States shall endeavour to develop cooperation between the film libraries and film archives of the two States.

III. MIXED COMMISSION

*Article 13*

1. A Mixed Commission composed of representatives of the competent authorities and professionals of the two States shall be established for the purpose of monitoring and facilitating the implementation of this Agreement and, if necessary, suggesting amendments to it.

2. For such time as this Agreement remains in force, the Mixed Commission shall meet each year, alternately in France and the Federal Republic of Germany.

It may also be convened at the request of one of the competent authorities, especially in the event of any amendment either to the laws or to the regulations applicable to the film



industry or in the event that particularly serious difficulties are encountered in the implementation of this Agreement, especially as a result of an imbalance in contributions.

In the latter event, if the Mixed Commission does not meet as quickly as possible to consider ways of restoring the balance, the competent authorities shall approve the co-production of films under the terms of this Agreement only on a strictly reciprocal basis -- a film for a film.

#### IV. FINAL PROVISIONS

##### *Article 14*

This Agreement shall cancel and replace the agreements previously in force on the date of its signature, namely:

- The Agreement concerning Franco-German relations in respect of films of 5 December 1974;
- The Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Federal Republic of Germany concerning the promotion of film co-production projects of 5 February 1981.

##### *Article 15*

Each Contracting Party shall notify the other when national formalities required for the entry into force of this Agreement have been fulfilled. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the second notification.

The Agreement is concluded for a period of two years.

It shall be automatically renewed for two-year periods.

It may be denounced at any time by one of the Parties giving three months' notice in writing through the diplomatic channel.

Such denunciation shall not affect the rights and obligations of the parties engaged in a project launched under this Agreement, unless the parties decide otherwise.

Done at Cannes, on 17 May 2001, in duplicate, in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CATHERINE TASCA

Minister of Culture and Communication

For the Government of the Federal Republic of Germany:

HELMUT ELFENKAMPER

Minister Plenipotentiary

JULIAN NIDA-RÜMELIN

Minister of State to the Federal Chancellor

Federal Government Representative for Cultural and Media Affairs

ANNEX 1

APPLICATION PROCEDURES

In order to benefit from the provisions of the Agreement, the producers from each State must attach to their application for co-production privileges, to be submitted to the competent authority one month before the shooting is to begin, a file containing:

- A document showing that copyright has been acquired for the commercial use of the work;
- A synopsis giving precise information on the subject of the film;
- A list of the technical and artistic contributions;
- A production schedule specifying the number of weeks of shooting (in a studio and on location) and the locations of the shooting;
- A detailed cost estimate and financing plan;
- The co-production contract.

The competent authority of the State which is providing a minority contribution shall give its approval only after receiving the opinion of the competent authority of the State which is providing a majority contribution.





ANNEX 4

LIST OF STATES WITH WHICH FRANCE HAS CONCLUDED CO-PRODUCTION  
AGREEMENTS

Germany  
Argentina  
Australia  
Austria  
Belgium  
Brazil  
Bulgaria  
Burkina Faso  
Cameroon  
Canada  
Chile  
Colombia  
Côte d'Ivoire  
Denmark  
Egypt  
Spain  
Finland  
Georgia  
United Kingdom  
Greece  
Guinea  
Hungary  
India  
Israel  
Italy  
Iceland  
Lebanon  
Morocco  
Mexico  
New Zealand  
Netherlands  
Poland

Portugal

Romania

Sweden

Senegal

Switzerland

Czechoslovakia

Tunisia

Turkey

USSR

Venezuela

Yugoslavia

NB: The French Party shall notify the German Party of any further agreements that it may conclude in the future.

ANNEX 5

LIST OF STATES WITH WHICH THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY HAS  
CONCLUDED CO-PRODUCTION AGREEMENTS

Australia  
Belgium  
Bosnia and Herzegovina  
Brazil  
France  
United Kingdom  
Israel  
Italy  
Canada  
Croatia  
Macedonia  
Austria  
Poland  
Portugal  
Sweden  
Switzerland  
Slovenia  
Spain

NB: The German Party shall notify the French Party of any further agreements that it may conclude in the future.

